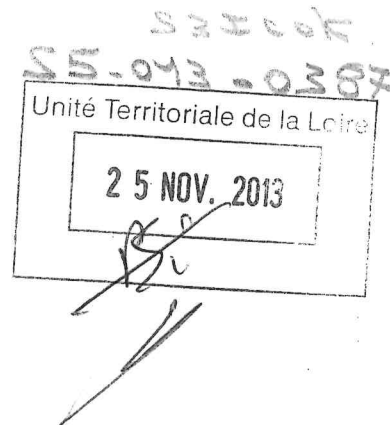




PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 417-DDPP-13
portant prescriptions spéciales

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite



VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-8 à L.512-13, R.512-47 à R.512-54 ;

VU l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : " Métaux et alliages (travail mécanique des) " ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2661 (Transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU la demande présentée en date du 21 juin 2013 par la société IRA SAS dont le siège social est situé rue Pierre et Marie Curie – 69780 Saint-Pierre de Chandieu pour la déclaration d'installations de fabrication de containers en polyéthylène haute densité (rubriques n° 2560, 2661 et 2662 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Saint-Etienne, ZI du technopole - 9 rue Bénévent et pour l'aménagement de prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment l'étude sur le comportement de la structure du bâtiment en cas d'incendie du 20 juin 2013 réalisée par l'Ineris, l'étude des dangers, les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement est sollicité ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 7 octobre 2013 à la société IRA SAS pour les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n°2560 (Travail mécanique des métaux et alliages), n°2661(Transformation de polymères) et 2662 (Stockage de polymère) ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 25 juillet 2013 ;

VU le rapport du 1^{er} août 2013 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 9 septembre 2013 ;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que les demandes, exprimées par la société IRA SAS, d'aménagement des prescriptions générales des arrêtés susvisés du 30 juin 1997 et du 14 janvier 2000 ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de la Loire ;

ARRETE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption

La société IRA SAS dont le siège social est situé rue Pierre et Marie Curie – 69780 Saint-Pierre de Chandieu est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour ses installations sises 9 rue Bénévent – ZI du Technopole – 42000 SAINT-ETIENNE.

CHAPITRE 1.2. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DECLARATION

ARTICLE 1.2.1. Conformité au dossier de déclaration

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 10 juin 2013, reçue le 21 juin 2013.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables renforcées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.3.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : " Métaux et alliages (travail mécanique des) " ;
- arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2661 (Transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;
- arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).

ARTICLE 1.3.2. Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont aménagées, complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. AMENAGEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Les prescriptions générales applicables aux installations sont aménagées par celles de l'article 2.1.1 ci-après :

ARTICLE 2.1.1 Aménagement de l'annexe 1 paragraphe 2.4 des arrêtés 30 juin 1997 et 14 juin 2000 "comportement au feu des bâtiments"

En lieu et places du premier alinéa de l'annexe 1 paragraphe 2.4 des prescriptions générales de l'arrêté du 30 juin 1997, les termes « murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures » sont remplacés par :

- murs séparatifs implantés au niveau des files 12, 16 et 20 REI 120 (voir plan en annexe n°1),
- murs est et ouest pare-flamme de degré ½ heure.

Les termes « couverture incombustible » de l'annexe 1 paragraphe 2.4 des prescriptions générales de l'arrêté du 30 juin 1997 et « couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants » de l'annexe 1 paragraphe 2.4 des arrêtés du 14 janvier 2000 sont, pour le bâtiment principal abritant les activités relevant des rubriques 2560 et 2661, remplacés par :

- toiture constituée de deux couvertures différentes :
 - partie ouest, sur une largeur de 24,5 m : couverture en bardage acier d'une épaisseur de 0,7mm
 - partie est, sur une largeur d'environ 46 m : couverture constituée d'un plancher bois en chêne traité de 22 mm, surmonté de tôles en acier, de 80 mm de billes de verre et d'un revêtement bitumineux.

CHAPITRE 2.2. RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.6 ci après.

ARTICLE 2.2.1 Implantation des activités

Les activités de fabrication des containers en polyéthylène haute densité sont exercées selon le plan situé en annexe 1 du présent arrêté, dans les zones repérées 1 à 8.

Les zones 9 à 12 n'abritent aucune activité.

ARTICLE 2.2.2 Structure des bâtiments

Les murs intercellulaires séparant les différentes zones d'activités (implantés au niveau des files 12, 16 et 20, selon le plan en annexe) sont REI 120 jusqu'en sous face de toiture et sont capables de résister à une effort de 140 kN en tête de mur.

Un interstice de 2 cm entre le mur et la toiture limite les contraintes liées au déplacement de la structure. Un calfeutrement est réalisé pour assurer le degré de résistance au feu de la paroi. Les poteaux métalliques de ces murs sont noyés dans du béton jusqu'au nœud du poteau et de la ferme treillis. Des bandes de toile de verre ou d'aluminium de 4 mètres de large sont implantés sur la toiture de part et d'autre des murs intercellulaires.

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont une classe de durabilité C2.

ARTICLE 2.2.3 Aménagement et organisation du stockage

2.2.3.1 Voie de circulation intérieure

Une voie de circulation intérieure de 10,5 m de large est aménagée le long de la façade est au niveau des zones 2, 5 et 7. Elle est séparée des zones d'activités par une paroi en bardage métallique simple peau REI 15.

Un espace libre (voie de circulation des chariots) repéré par un marquage au sol d'une largeur minimale de 5m est maintenu entre cette paroi et les zones d'activités.

Le stationnement de véhicules en attente de chargement ou déchargement est réalisé à l'extérieur des bâtiments, sur une zone prévue à cet effet. Au maximum, trois véhicules seront présents au chargement et/ou déchargement sur l'ensemble de la voie intérieure, uniquement dans les zones 3 et/ou 7bis. Leur arrêt est interdit dans les zones 6 et 8 ainsi qu'au droit des murs REI 120 afin de ne pas faire obstacle à la fermeture des portes coupe-feu. Une signalisation adaptée est présente.

Chaque section de cette voie dispose d'une ventilation forcée asservie à une détection au CO2.

2.2.3.2 Organisation du stockage des produits

Le stockage des containers « produits finis » est réalisé en zone 2 et limité à 8000 unités. La hauteur de stockage est limitée à 7,2 mètres. Un espace libre (voie de circulation des chariots) de 5 mètres, matérialisé au sol, est maintenu le long du mur intercellulaire REI 120 et le long de la paroi en bardage simple peau séparant la zone de stockage de la voie de circulation. Une allée orientée nord-sud d'une largeur minimale de 5 mètres sépare le stockage en 2 îlots de surfaces égales.

Le stockage des encours de fabrication en zone 5 est limité à 500 unités.

ARTICLE 2.2.4 Renforcement de l'annexe 1 paragraphe 2.4 des arrêtés 30 juin 1997 et 14 juin 2000 "comportement au feu des bâtiments"

Les dispositions de l'annexe 1 paragraphe 2.4 des prescriptions générales des arrêtés du 30 juin 1997 et 14 janvier 2000 sont complétées par :

Les commandes des exutoires de fumées, représentant une surface utile minimum égale à 2 % de la superficie totale de la toiture, sont également actionnables depuis une zone isolée du secteur à désenfumer par une paroi REI 120 (cellule voisine, extérieur...). Un plan affiché à proximité permet d'identifier les exutoires correspondant aux commandes.

La centrale d'alarme incendie est implantée dans le bâtiment « bureaux ».

ARTICLE 2.2.5 Renforcement de l'annexe 1 paragraphe 2.5 des arrêtés 30 juin 1997 et 14 juin 2000 "accessibilité"

Les dispositions de l'annexe 1 paragraphe 2.5 des prescriptions générales des arrêtés du 30 juin 1997 et 14 janvier 2000 sont complétées par :

L'installation dispose en permanence de 4 accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours implantés de la façon suivante :

un accès principal, au niveau du poste de garde du site,

un accès sur la limite de propriété ouest,

deux accès sur la limite de propriété est.

Ces accès, d'une largeur minimale de 4 mètres, doivent pouvoir être ouverts immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours. Ils sont équipés de dispositifs permettant une ouverture rapide par les services d'incendie et de secours

Des conventions d'accès seront établies avec les sociétés implantées à l'est et à l'ouest du site. Une procédure commune aux trois entreprises est établie pour permettre la mise en œuvre rapide de ces conventions en cas de sinistre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention " accès pompiers ". Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type " stationnement interdit ".

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

ARTICLE 2.2.6 Renforcement de l'annexe 1 paragraphe 2.5 des arrêtés 30 juin 1997 et 14 juin 2000 "moyens de secours contre l'incendie"

Les dispositions de l'annexe 1 paragraphe 4.2 des prescriptions générales des arrêtés du 30 juin 1997 et 14 janvier 2000 sont complétées par :

2.2.6.1 Détection incendie

L'ensemble du site est équipé d'un système de détection automatique incendie avec report d'alarme vers une société de télésurveillance extérieure 24h/24.

2.2.6.2 Besoins en eau

Pour assurer la défense incendie de l'ensemble du site, l'installation dispose d'un débit d'eau de 360 m³/h pendant 2 heures minimum.

Ce volume est obtenu à partir d'appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) et d'une réserve d'eau d'incendie d'une capacité minimale utilisable de 360 m³.

Cette réserve d'eau incendie, dispose :

d'une plaque signalétique justifiant son volume,

de trois sorties normalisées permettant le raccordement des véhicules des services d'incendie et de secours,

d'une plateforme d'aspiration pour la mise en place de trois véhicules d'incendie et de secours d'une surface minimale de 96 m².

L'exploitant s'assure que le volume d'eau de la réserve est disponible en permanence.

L'implantation de cette réserve est validée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, Bureau Départemental de Prévision Opérationnelle (application de la norme NFS 62.200).

L'exploitant devra être en mesure de démontrer la disponibilité des débits à la demande de l'inspection des installations classées.

TITRE 3 . DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

ARTICLE 3.1 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 3.2 – PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de la dérogation.

Article 3.3 – EXECUTION

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de SAINT ETIENNE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Mairie de SAINT ETIENNE.

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la Mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 12 NOV. 2013

Copie adressée à :

- société IRA SAS
- rue Pierre et Marie Curie
- 69780 SAINT-PIERRE DE CHANDIEU
- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE
- Inspection des installations classées – DREAL UT Loire
- Archives
- Chrono

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation,
Le Directeur Adjoint


Christian MOSCARDINI